

Les villes de demain

La ville de Canton avait 7 millions d'habitants en 2001 et 15 millions en 2008

Le Caire avait 300 000 habitants en 1800 et 15 millions en 2010

Sao Paulo avait 240 000 habitant en 1900 et 11 millions en 2011

...

Les temps modernes (ceux de Charlot) ont peut-être été le déclencheur de la désertification des campagnes. Les projections ONU prévoient que 60% de la population de la terre vivra en ville (80% en Europe), avec, déjà en 2015, 36 mégalopoles de plus de 10 millions d'habitants (contre 23 en 2005).

Environ 1/4 de ces habitants des villes sont dans une économie de survie (1/3 sans électricité ni eau), 6% dans les pays riches et jusqu'à 80% dans les pays pauvres.

(http://www.laterre.fr/article.php3?id_article=262)

Loger, nourrir, vêtir et gérer les déchets de 20 millions d'habitants concentrés sur quelques kilomètres carrés est une oeuvre colossale chaque jour renouvelée. Le système se nourrit de lui-même et grossit à l'image d'un trou noir cosmique sans que personne ne sache comment faire marche arrière... Jusqu'à quand ?



L'Egypte

Comment Le Caire peut-il vivre ? Sans doute y a t'il une myriade de tout petits échanges, de tout petits boulots. Mais d'où viennent les tonnes de nourriture, de vêtement, de chaussures, de ciment ? Il faut quelque part des exportations en retour, vers la campagne dans un pays à 94% désertique, vers l'étranger, avec un peu d'énergie primaire, de métaux, de cotons et de tourisme.

La croissance démographique déborde les infrastructures et engage l'Egypte vers un déficit chronique de logement, d'écoles et d'emploi.

La transformation d'une agriculture vivrière tout le long du Nil en monoculture de coton ou de canne à sucre à cassé la possibilité de développement de petites villes et accru les inégalités : une grosse cimenterie est plus rentable pour les actionnaires que des milliers de petites production de briques... mais elle détruit l'équilibre social et incite au bétonnage.



L'autre erreur est de construire ou reconstruire en parpaing là où l'on construisait en briques épaisse. Une maison à l'occidentale fait plus riche mais beaucoup moins frais qu'une maison de briques épaisse. La climatisation à outrance a trop d'effets pervers.

Un jour, l'Egypte aura peut-être la sagesse d'inciter, par l'éducation et par la publicité, à maîtriser sa démographie et ses inégalités, à dresser des villes et des villages à taille humaine le long du Nil, toute en briques locale, avec de l'énergie solaire et tout autour, des cultures vivrières ou de lin (avec tous ses dérivés à fabriquer) à la place du coton ou de la canne à sucre trop consommatrices d'eau, d'engrais et de pesticides. Le limon du Nil mérite mieux.

La Chine

La gouvernance se fait à grands coups de barre, dont les effets sont énormes, positifs et pervers. La politique démographique va déséquilibrer pour longtemps la société. L'insupportable pollution des grands centres atteint autant les plus riches que les plus pauvres. La gestion des grands fleuves et leur pollution modifie profondément les habitudes agricoles. La corruption et le manque de formation des fonctionnaires ne facilitent pas des évolutions positives

On peut supposer que de nouveaux grands coups de barre essaient de corriger le système chinois. Vraisemblablement, cette gouvernance induira d'énormes déplacements de population. Quitte à bâtir des villes nouvelles, qui engagent pour des dizaines d'années, voire des siècles, autant essayer de les bâtir pour un avenir radieux.

Peut-on espérer que la Chine s'engage vers un heureux équilibre entre ville et campagne, malheureusement antagoniste des investissements pharaoniques en croissance rapide sur des domaines à rentabilité financière, au préjudice du tissu social.

A chaque mégalopole ses solutions, imbriquées dans la politique à l'échelle du pays, et de plus en plus dans la politique mondiale (évolution climatique, mondialisation des échanges, conflits armés incessants,...). Les mégalopoles sont dans un mode «attraction-répulsion», qui conjugue une incroyable diversité de richesses et de pauvretés, prisonnières d'elles-mêmes. On voit mal comment, dans cinquante ans, dans cent ans, assurer à chacun un cadre de vie agréable. Des tentatives comme à Villa El Salvador près de Lima (Pérou)

<http://www.alterinfos.org/spip.php?article1045>, montre que l'attracteur étrange qu'est la mégalopole peut être inhibé au profit d'un autre attracteur dont l'éducation et la participation sont des piliers. L'exercice a ses limites, illustrées par exemple dans nos contrées par la difficulté des écologistes de faire aboutir des projets concrets. Un homme qui pense est toujours face à un autre homme qui pense, un écologiste peut en cacher un autre... et midi ne peut être à la porte de tout le monde.

Pour autant, le bonheur existe-t'il pour tous les habitants des mégalopoles ? Pour autant, peut-on faire machine arrière ?

Solutions ?

Le centre de la vie ne semble plus être «Manger et boire», au moins pour les pays qui ont accès au superflu : seule une petite part des hommes suffit à fabriquer la nourriture, mais souvent pour des salaires et des conditions de vie injustes. Le centre de la vie, c'est devenu tout le reste. Il est étonnant que personne n'ait trouver le moyen d'orienter le temps du travailleur vers la construction d'un cadre de vie à la hauteur de notre intelligence.

Puisqu'on a trouver le moyen de construire un cadre de vie fait d'assurances (et d'assurances d'assurances), de gestion de l'argent de chacun et de gestion-prolifération de l'argent de l'argent, de transposition du transport à pied à "transport en transports",... pourquoi ne trouverait-on pas le moyen de construire un cadre de vie fait d'un lien social - travail ou autres activités - agréable, dé-valué, à côté de chez soi,... ?

Aux origines de la ville, il y avait un point d'eau et comme seule énergie, celle des bras de l'homme. Aujourd'hui, en ville, l'eau ne sert plus à arroser les plantes nourricières. Une infime partie est bue, le reste est pour l'hygiène, de plus en plus d'hygiène chez les nantis,... ou pour les fuites !

Et puis est arrivée l'énergie électrique, qui a aimanté les hommes, distordu les métiers et les richesses et dressé les maisons vers le ciel. Ces forêts de gratte-ciel sont impressionnantes, tout autant que Paris-Bordeaux en 2h. Saluons les prouesses techniques, mais constatons aussi leur impact humain. La prouesse est aussi honteuse : pour l'égo de 1% de l'humanité, combien d'humains en situation de survie et d'abandon de leurs droits ? Plus la puissance s'accroît, plus l'ordre doit être strict (Bernard Charbonneau), et plus l'ordre est strict, moins les hommes sont libres. La question de

2018 est peut-être de savoir si ce que certains appellent le progrès et d'autres le totalitarisme technologique pourra enfin signifier "Humanisme".

Gutembert, Ampère, et maintenant Google et Facebook et cette désagréable impression d'abandonner nos savoirs, nos actions et nos pensées à un nuage radioactif de ferraille et de virtuel qui pourrait bien nous péter à la figure. D'ici quelques dizaines d'années, la cybernétique pensera plus vite que nous et produira des tsunamis de décisions.

Déjà, les caméras embarquées filment la route et produisent l'enregistrement qui convaincra l'assureur que vous n'êtes pas fautif et le séquençage ADN vous prévient de vos faiblesses physiologiques. Bientôt, l'eugénisme ré-apparaîtra sous d'autres formes subtiles, sous des prétextes douteux, avec des manipulations génétiques d'apprentis sorciers.

Echappera-t'on à de nouvelles villes fortifiées, à de nouveaux murs, à des hiérarchies humaines inégalitaires reproduites de génération en génération ?

Positivement, verra-t'on une planète apaisée, le gîte et le couvert pour tous, pour tous le temps d'apprendre et de savoir, le temps de rire et le temps d'aimer ? Pour tous ? Nous sommes des milliards !

Désertification ?

En termes de rentabilité immédiate, il est logique, dans les petites villes, de fermer une maternité, une classe de primaire, un bureau de poste, une gendarmerie...

En termes de service public collectif, la fermeture d'une institution locale entraîne bien plus de dégâts que les économies annoncées. Chaque suppression d'un service public entraîne l'affaiblissement d'autres services publics et la fuite des habitants les plus aisés vers la grande ville. Les commerces ferment, les entreprises ferment... La désertification est en marche.

"Fermer une maternité, c'est tuer un territoire !" Nos élus ont-ils conscience de leur responsabilité ?

Les fermetures d'institutions dans les petites villes sont une grave erreur pour l'équilibre du territoire. Une institution qui ferme entraîne la fermeture d'une boulangerie ou d'un autre petit commerce. Fermer une maternité est une mauvaise idée pour diminuer les dépenses de l'Etat, qui devra un jour ou l'autre payer les déséquilibres démographiques géographiques. Une petite ville qui meurt gonfle la grande ville. Selon l'étude citée, les dépenses de fonctionnement augmentent avec la taille de la ville.

https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/files/statistiques/brochures/bis_114_0.pdf

Au-delà des dépenses mesurables, il faut prendre en compte les dépenses individuelles. Il est plus cher de vivre correctement dans une grande ville. Il faut aussi prendre en compte les effets de la déshérence sur les habitants des petites villes et sur le « paysage » rural, par exemple pour l'accès aux soins, à l'éducation, à la culture...

Nous avons un Ministère de la cohésion des territoires, qui parle de revitalisation des centre-bourgs. Il ne semble pas que le thème de la mutualisation des services collectifs soit étudié sous l'angle de l'amélioration globale du cadre de vie.



Urgences ?

Restons dans le futur proche et dans notre région et voyons si l'homme peut re-coloniser les villages, re-dynamiser les petites villes, rebâtir une micro-économie.

Un énorme gisement d'emploi est dans la ré-habilitation des vieilles maisons, avec réfection totale ou partielle du bâti. Proposons un partenariat public-privé avec levée de fond collective et souscription auprès des futurs habitants pour racheter des villages en désertion ou engager des rénovations dans les faubourgs, pour les rebâtir dans un cadre de vie attractif. Un habitat raisonnablement spacieux n'est pas anti-écologique, c'est plutôt un facteur de bonheur. (*un habitat immense est coûteux pour la collectivité, son occupant lui est redévalable*). L'opération est gagnante pour tous, sauf si des erreurs ou insuffisances de pédagogie viennent à pourrir le climat. (les déclarations d'intérêt public sont toxiques si elles n'ont pas en amont l'adhésion des populations concernées).

La rénovation fournit aux habitants un logement provisoire, par exemple un bâtiment préfabriqué installé à la place d'une première maison vide rasée. De proche en proche, selon un plan concerté mêlant les cours urbaines, les jardins, les rez-de-chaussée commerciaux pour des petits commerces ou métiers d'animation, les studios d'étudiants, les petites maisons de retraite, les salles communes,... De proche en proche, pourra-t'on voir disparaître les marchands de sommeil et leurs mini-chambres insalubres, les propriétaires avides et leurs location étriquées, les étudiants mal logés, les maisons de retraite glauques, les prisons surpeuplées... C'est là un gisement d'emplois, à condition

que l'on redonne aux métiers manuels leur attractivité, par exemple avec des formations aux techniques de constructions écologiques, qui elles-mêmes restent à inventer.

Quelques slogans :

«entre une chambre de 9m2 et une chambre de 15m2, y a pas photo»

«une grande cuisine, c'est aussi un lieu de vie»

«Je ne chauffe pas plus de 10 jours par an»

«L'étudiant que je loge redonne vie à l'immeuble»

«Assistance informatique, bricolage convivial, rattrapage scolaire,... même combat»

Habiter non loin de son lieu de travail est, sauf exceptions souvent guidées par le gain financier, un souhait naturel, d'autant qu'un peu d'exercice physique à pied ou en vélo pour aller travailler et revenir en achetant son pain devrait être plaisant pour beaucoup.

Si le salaire était indexé sur la distance domicile-travail ? Plus les employés habitent loin, plus les charges sociales de l'entreprise et du salarié augmentent, puisqu'il faut que la collectivité dépense plus pour l'espace-temps de transport.

On voit d'ici les cris d'orfraie du patronat, mais peut-être faut-il leur expliquer qu'un employé qui n'habite pas trop loin se sentira mieux concerné par son entreprise, et abordera son travail plus frais et dispos que s'il se lève à point d'heure et passe un dixième de sa journée dans des conditions contraignantes de transport. Quant à l'employé, il sait qu'il fera des économies de transport, gagnera en présence à sa famille et à lui-même, tout en augmentant son capital santé.

Restera à convaincre les fabricants de voitures, les industries pétrolières, les économistes de l'immédiat, les contribuables primaires (dans leur tête)... Cela passe par une pédagogie de tous les instants, en construisant d'abord une image positive de la vie en quartier, par exemple avec les thèmes suivants :

«je vais travailler à pied, j'ai un bon équilibre de vie»

«J'embauche les gens du quartier»

«j'ai redécouvert le vélo (électrique) pour aller travailler»

«je prends mon pain chez le boulanger en rentrant»

«marre de me lever à 6h pour aller bosser»

«de mon bureau, je vois la campagne»

«je rentre manger à midi avec mes enfants»

«j'ai souscrit pour habiter à 10mn de mon travail»

«l'épicier du coin n'est pas plus cher si je considère le prix de ma voiture»

«les employés qui sont du quartier ont un rapport positif à leur travail»

«J'ai rencontré mon patron à la kermesse de l'école»

«la Région contribue pour 256 millions d'euros aux transports domicile-travail de plus de 3km»

«si la voiture vous coûte 0,5 euros par kilomètre, elle coûte aussi à la Ville à peu près autant : parking, entretien des chaussées, traitement de la pollution,...»

Si logements et entreprises se rapprochent, il est fort probable que les commerces et les loisirs suivront naturellement ces usagers que l'on verra en plus grand nombre sur les trottoirs. Il se reconstitue alors des quartiers-villages dans la ville, de plus en plus autonomes. A terme, l'attractivité du cadre de vie en quartier-village devrait faire baisser l'intérêt des villas forteresses à l'extérieur de la ville.

Le problème reste l'application d'un règlement qui peut apparaître comme discriminatoire et difficile de mise en application avec des gens pour qui contourner la fiscalité est un sport. La tentative d'éco-taxe pour les poids lourds est l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire. Le lobby des transporteurs est politiquement trop fort... et l'Etat trop faible... et l'Etat, c'est nous ! A quand un forte pédagogie de la fiscalité ?



L'anti-gravité démographique

Plus l'objet céleste est gros, plus il attire, plus il grossit. Les villes et les richesses doivent-elles vivre la loi de l'univers ? La loi humaine est-elle attachée à la loi physique ?

Non !

Les hommes ont la faculté de réfléchir, de raisonner collectivement, d'orienter leur cadre de vie. Peut-on inventer une pédagogie du cadre de vie, qui fasse comprendre à chacun que la vie en société doit être redistributive. Cette "intelligence" ne semble malheureusement pas partagée. L'impôt sur le revenu est une trop faible partie des recettes pour que sa progressivité selon les revenus ait un impact tangible. Encore faut-il que la redistribution soit elle-même intelligente.

Le revenu minimum pour tous est une piste nouvelle. Si chacun peut être assuré d'avoir de quoi vivre, c'est une incitation à quitter un logement insalubre et une grande ville hostile aux pauvres pour reprendre pied dans une ville à taille plus humaine, ou pour aller aider à la ferme...

Peut-on réfléchir aux besoins de la vie de tous les jours, de la naissance à la mort :

Préparer un accouchement, ce sont des rendez-vous avec la maternité pour suivre la grossesse et pour se former au métier de père et de mère. Environ 5% des adultes sont chaque année concernés. Disposer d'une maternité à moins d'une demie-heure de chez soi devrait être un principe clair. Après l'accouchement, il serait utile que chaque famille soit régulièrement visitée pour aider les parents à bien gérer la nouvelle organisation de la famille et à comprendre les besoins du nouveau-né. Puéricultrices, assistantes maternelles, puis crèches et école primaire devraient être à quelques minutes du logement, à pied de préférence, pour en même temps profiter d'un parc de verdure et d'espace de convivialité entre jeunes parents.

A l'autre bout de la vie, le troisième et le quatrième âge ont une fonction sociale à double flux. Les vieux et les jeunes ont chacun besoin de l'autre. Encore valides, les retraités ont

une grande diversité d'activités et peuvent vivre en côtoyant autant les familles que les étudiants. Une petite structure d'accueil médicalisée reste nécessaire pour accompagner dignement les dernières années de vie.

Au milieu de la vie de l'homme, l'activité productive a été de tout temps la condition de sa survie. Aujourd'hui, la vie peut être confortable pour tous, aux égoïsmes près, aux petites et grandes catastrophes près. La vie en société consiste à canaliser ces égoïsmes et à réparer les dégâts des accidents de la vie afin que chacun conserve sa dignité. Un emploi prioritaire est celui qui canalise les égoïsmes : éducation, prévention, établissement des conventions collectives, vérification du respect des contrats...

Un autre emploi prioritaire est celui qui aide à faire face aux conséquences des accidents de la vie, physiques ou psychiques. Faire face à la guerre, faire face aux catastrophes naturelles, faire face aux invalidités et aux désordres mentaux,...

L'appareil productif se dote de machines, de robots, qui peuvent épargner les travaux pénibles et dégager du temps pour d'autres activités intégrées au cadre de vie. La relation emploi-salaire est à repenser, tout autant que la relation entre domicile et travail.

Au milieu de la vie, plus concrètement, l'accès au pain frais est quotidien, tandis que l'accès aux denrées fraîches (légumes, fruits, viande, poisson,...) est 2 ou 3 fois par semaine.

Un centre médical proche (infirmière, médecin, dentiste, laboratoire, kiné, pharmacien...) est tout aussi utile qu'un "portail" administratif (services municipaux, départementaux, nationaux,...).

Bistrots, restaurants, coiffeurs, droguiste, repasseur, librairie/journaux, multiservices, sont des services de proximité qui assurent un minimum de vie dans le quartier.

Le sport individuel ou collectif est un besoin de tous les âges, d'une étonnante diversité, qui requiert des animateurs et des lieux spécifiques.

La culture doit aussi avoir sa place à proximité des familles, tout autant que la philosophie et la métaphysique,... ou l'activité potagère partagée par les écoliers ou les retraités.

N'oublions pas les vacances, lieux et temps d'échanges où la famille des villes peut remplacer la famille des campagnes, où les écoliers des villes peuvent remplacer les écoliers des campagnes, où les dortoirs peuvent aussi servir aux randonneurs ou aux stagiaires.

C'est tout cela la base d'un village ou d'un quartier, où l'on devrait essentiellement marcher à pied, où les emplois sont étroitement imbriqués.

Il reste à inventer une «Maison des Services Publics» avec une gare routière/ferroviaire, des taxis à tiers payant, un collège, une maternité, un dispensaire/pharmacie d'urgences, un centre social, un Pôle Emploi, un portail administratif polyvalent, une brigade Police/pompiers... On y ajoutera un centre culturel et sportif. Les départements sont (étaient !) l'entité géographique où tout pouvait se faire sur la base d'une journée à cheval (même si cette expression est plus symbolique qu'historique). Aujourd'hui, la «portée» d'une Maison des Services Publics pourrait être définie par une durée maximale de trajet jusqu'à la maternité ou aux urgences de proximité d'environ 30 min en zone rurale. En zone urbaine, en estimant que la taille maximale d'un collège est de 300 élèves, une Maison des Services Publics pour environ 5000 habitants permettrait de constituer des quartiers autonomes, sauf pour les grosses pathologies et les grosses interventions de sécurité civile dont les services sont des investissements de niveau régional et qui

devraient être à moins de 2 heures de trajet. Les transports publics sont un service "redistributif" naturellement gratuit.

PS : les MSP, Maison des Services Publics et les MSAP, Maison des Services au Public sont des approches notables. Il serait intéressant qu'elles se mettent en place avec la collaboration des habitants concernés qui peuvent identifier le degré de proximité nécessaire et la nature des services à assurer.

Rénover les villages plus vite que produire de nouveaux logements urbains

Plus la ville est grande, plus les efforts d'amélioration du cadre de vie sont considérables et, bien sûr, nécessaires. Ce sont des efforts d'urgence, à court terme, sans véritable impact sur le long terme.

Si, parallèlement, une petite partie de ces gros efforts était orientée à l'inverse vers la rénovation des hameaux et villages, avec la reconstitution d'un tissu vivant de qualité, l'attraction des grandes villes pourrait être renversée : dé-construction des ruines et des maisons de village en déshérence, remplacées par des maisons intégrées à l'esthétique générale de la rue et du terroir, attractive à vivre, avec de grandes pièces bien isolées acoustiquement, créées pour une bonne mixité sociale. Au niveau collectif, la ré-habilitation des commerces de proximité et des petites écoles, les transports gratuits, la cyclabilité, les jardins ou parcs partagés, les réseaux durables (eaux, égouts, câbles, éclairage,...) ont un coût beaucoup plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine. Les machines de dé-construction et de re-construction peuvent intervenir beaucoup plus rapidement, les lampadaires peuvent être autonomes en énergie, les réseaux mieux regroupés. Ce n'est pas aux villages de supporter les coûts de ces ré-habilitation, car ils ont donné en leur temps lorsque les habitants se sont exilés dans les grandes villes et que la ré-habilitation est faite pour soulager ces mêmes grandes villes.

L'investissement pour accélérer le ré-équilibre est de concevoir des machines rapides adaptées à la dé-construction et à la ré-habilitation : pour assainir les abords, pour stocker les vieilles pierres qui pourront servir aux parements, pour niveler, pour trancher et installer les réseaux intégrés, pour installer des pieux de fondation, pour monter les murs en matériaux durables, en intégrant les cheminements des réseaux intérieurs, pour ouvrir le logement sur une rue avenante partagée par tous. L'objectif est que la maison de village soit plus attractive que le pavillon individuel ou le logement en cité suburbaine.

L'investissement, c'est aussi de définir les procédures citoyennes et techniques qui permettront de ré-habiliter les villages dans leur globalité, avec les étapes pédagogiques essentielles pour prévenir les conflits, et pour fournir aux habitants actuels et futurs les clefs d'un cadre de vie agréable pour tous, avec les nouvelles contraintes que nous aurons à vivre : prévention des désordres climatiques, accès pour tous à l'éducation, à la santé, à la sécurité individuelle et collective, à la culture, aux réseaux sociaux physique et virtuels, à l'eau courante potable, au traitement des eaux usées, à l'autonomie énergétique, aux biens de consommation courante,....

L'investissement, c'est aussi de définir les procédures nationales qui permettent, pour chaque logement neuf en ville, de créer un logement neuf dans un hameau ou dans un village. Pour quoi ne pas imaginer des parrainages entre une métropole et des petites villes en péril, entre des grandes villes et des villages qui végétent, entre des villes et des hameaux agricoles.

Si l'agriculteur perçoit un revenu décent, sa ferme, son hameau pourront se moderniser. Si un jeune boulanger est assuré d'un revenu décent, il aura l'occasion d'ouvrir une ancienne boulangerie dans un village. Si un médecin est assuré de soigner dans de bonnes conditions, un centre médical peut renaître dans une petite ville.

L'attractivité des grandes villes existe naturellement. L'attractivité inverse peut se créer par la pédagogie, par la sensibilisation. On sait vendre du vent, pourquoi ne saurait-on pas vendre du cadre de vie ? Souvenons-nous du Vélib, qui a contribué à mettre les Parisiens sur deux roues, malgré un coût exorbitant. Annuellement, un Vélib revient au prix de 10 vélos neufs - 16 millions d'euros ! On sait donc investir. Le TGV qui fait gagner 1h sur Bordeaux -Paris a coûté 15 milliards d'euros. On sait investir ! Vivement le lobby de la rénovation villageoise, c'est peut-être la solution pour une future transition géographique.

Utopiquement vôtre



Photo Le Bien Public du 17/07/2017

Annexe

LA CHRONIQUE - Transition écologique en chantier

De Dominique Méda - Le Monde du 02/03/21

Pendant que les commissions compétentes de l'Assemblée nationale s'apprêtent à discuter des mesures de la loi Climat et résilience – jugées unanimement insuffisantes –, les alertes des institutions les plus sérieuses se succèdent. Le 11 janvier, l'Agence européenne pour

l'environnement (AEE) publiait une note intitulée « Croissance sans croissance économique », qui rappelait les trois points suivants : la « grande accélération » actuelle de la perte de biodiversité, du changement climatique, de la pollution et de la perte de capital naturel est étroitement liée à la croissance économique ; le découplage entre les premiers et la seconde est probablement impossible ; la décroissance ou la postcroissance sont des alternatives à envisager sérieusement.

Le 2 février, l'économiste Partha Dasgupta présentait, devant la Royal Academy britannique, un rapport consacré à l'évolution de la biodiversité, dans lequel il constatait que l'humanité se trouve à un véritable tournant et appelait à « réencastrer l'économie

dans la biosphère ». Quelques jours plus tard, le directeur de l’AEE, Hans Bruyninckx, employait exactement ces mêmes termes lors des journées consacrées par l’Institut syndical européen à la nécessité d’un nouveau contrat social-écologique, réunissant des dizaines de chercheurs, partenaires sociaux et responsables politiques. L’ensemble de ces travaux prenait d’une certaine façon acte des résultats scientifiques mettant en évidence que la croissance verte est un mythe et que nous devons reconstruire nos économies et apprendre à produire autrement (« Is Green Growth Possible ? », Jason Hickel & Giorgos Kallis, New Political Economy, 17 avril 2019).

Renoncer à ce mythe devrait nous permettre de gagner un temps précieux et d’organiser dès maintenant le changement de cap et la bifurcation nécessaires. Car nous savons ce qu’il faut faire : nous devons investir immédiatement, massivement et sans relâche dans la reconversion écologique de notre économie – la vraie, la matérielle – de manière à continuer à satisfaire nos besoins sociaux dans des limites environnementales strictes.

Politique ambitieuse

Un tel investissement, qui accroîtra certes notre endettement mais permettra de transmettre aux générations futures un monde habitable, est non seulement une exigence, mais c’est aussi une bonne nouvelle. Car nous savons que les secteurs dans lesquels il nous faut investir sont créateurs d’emplois et même que plus nous investirons, plus nous aurons d’emplois demain. Il nous faut donc saisir pleinement l’occasion qui nous est aujourd’hui offerte de résoudre en partie la très grave crise de l’emploi dans laquelle nos pays sont – et vont être – plongés.

Les études qui ont été récemment consacrées à ces questions mettent en effet en évidence que de très nombreux emplois pourraient être créés grâce à la reconstruction et à la décarbonation de nos économies. L’étude de l’Ademe réalisée à l’occasion de la publication du rapport annuel 2020 du Haut Conseil pour le climat indique ainsi que 600 000 emplois pourraient être créés à l’horizon 2030, notamment dans le bâtiment, les transports et l’industrie. Selon celle du WWF, ce sont même près de 2 millions d’emplois qui pourraient être déployés dans les transports, le verdissement des processus industriels ou la rénovation thermique des bâtiments, selon un scénario dit de « relance verte ».

Concernant la rénovation thermique des bâtiments, le rapport de la mission d’information de l’Assemblée nationale qui vient d’être rendu est très clair : il indique que pour réussir l’ambitieuse politique de rénovation énergétique dont nous avons besoin, il faudrait « plusieurs centaines de milliers de professionnels en plus », alors que, « en dix ans, le secteur a perdu pratiquement 250 000 emplois et, rien qu’en 2019, 140 000 départs en retraite ont été dénombrés dans le secteur. On constate parallèlement un fort recours au travail détaché et à la main-d’œuvre étrangère ». Il y a donc dans ce secteur un énorme gisement d’emplois non délocalisables et qui recouvrent une très grande diversité de compétences.

Non seulement un vaste programme décennal de rénovation des bâtiments publics et privés générerait de l’emploi, des baisses de facture et une amélioration du confort pour les habitants des 4,8 millions de passoires énergétiques, mais il serait sans doute aussi l’occasion de redéfinir une véritable politique d’aménagement du territoire. Faut-il rénover tels quels les bâtiments existants ou en profiter pour repenser nos métropoles, redessiner nos villes moyennes et nos campagnes ? Comment articuler nos objectifs de diminution de la consommation d’énergie avec notre souci de rapprocher emplois et lieux

d'habitation pour éviter des déplacements devenus insupportables et prendre en compte le développement du télétravail ? Doit-on profiter de cette dynamique pour reconstruire de fond en comble nos villes, engager un processus de démétropolisation, repenser nos politiques industrielles et nos politiques de relocalisation des activités ? Autant de questions qui doivent faire l'objet d'une vaste réflexion, impliquant les territoires, les partenaires sociaux et l'ensemble des administrations, bref d'un véritable plan.

Il ne s'agit évidemment pas d'imposer, à partir des bureaux parisiens, un nouvel aménagement du territoire français, mais bien de tenter de coordonner ces différentes dimensions trop peu souvent articulées au niveau central, mais aussi dans les territoires où les schémas sectoriels se juxtaposent sans se structurer. C'est vraiment d'un plan décennal ambitieux que nous avons besoin pour mettre en route ce chantier titanesque mais enthousiasmant.

Dominique Méda est professeure de sociologie, directrice de l'Irisso (université Paris Dauphine-PSL)

